



## Bulletin d'information du Bureau du Procureur

Bulletin n° 108

22 décembre 2011-  
16 janvier 2012

- Délai supplémentaire accordé aux autorités libyennes pour déposer leurs observations à propos de Saïf Al-Islam Qadhafi
- La Chambre de première instance a décidé que le réquisitoire et les plaidoiries seraient présentés dans l'affaire Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui le 15 mai 2012
- L'Accusation demande l'autorisation d'interjeter appel de la décision refusant de confirmer les charges à l'encontre de Callixte Mbarushimana

## ACTUALITÉS

La Chambre préliminaire accorde un délai supplémentaire aux autorités libyennes pour déposer leurs observations à propos de Saïf Al-Islam Qadhafi

**10 janvier** – La Chambre préliminaire I a fait [droit](#) à la requête des autorités libyennes aux fins d'obtenir un délai supplémentaire pour déposer leurs observations au sujet de l'arrestation de Saïf Al-Islam Qadhafi, lesquelles devront être présentées le 23 janvier 2012 au plus tard. Cette décision fait suite à la requête présentée le 9 janvier 2012 par les autorités en question aux fins d'obtenir une prorogation de trois semaines du délai, à compter du 10 janvier. Elles avaient indiqué à la Cour que « *en raison de la situation en matière de sécurité qui préva[lai]t en Libye, les autorités libyennes [n'étaient] pas en mesure de respecter le délai qui leur a[vait] été imposé et pri[ai]ent la Chambre de leur accorder un délai supplémentaire d'une durée de trois semaines.* » La Cour a estimé qu'un report de trois semaines « *entraînerait un retard injustifié de la procédure et que seul un délai plus court pourrait convenir.* »

La Chambre de première instance établit le calendrier de clôture de l'affaire contre Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui

**4 janvier** - La Chambre de première instance II a [établi](#) le calendrier de dépôt des mémoires en clôture dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* et a invité les parties et les participants à présenter le réquisitoire et leurs plaidoiries au cours d'audiences publiques qui débiteront le 15 mai 2012.

L'Accusation et les représentants légaux des victimes devront déposer leur mémoire en clôture le 20 février 2012 au plus tard. Les deux équipes de la Défense auront jusqu'au 26 mars pour y répondre. Ces écritures traiteront des éléments contextuels des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, des faits reprochés ainsi que de la responsabilité pénale des accusés.

L'Accusation demande l'autorisation d'interjeter appel de la décision infirmant les charges portées à l'encontre de Callixte Mbarushimana

**27 décembre** - Conformément à l'article 82-1-d, l'Accusation a [demandé](#) l'autorisation à la Chambre préliminaire d'interjeter appel de la décision qu'elle a rendue le 16 décembre 2011 par laquelle elle a décidé à la majorité de ne pas confirmer les charges portées par l'Accusation contre Callixte Mbarushimana. L'Accusation s'interroge sur les points suivants : la Chambre a-t-elle appliqué un niveau de preuve adéquat au regard de l'article 61 lorsqu'elle a décidé de ne pas confirmer les charges ; une interprétation adéquate de la portée et de la nature d'une audience de confirmation des charges, aux termes de l'article 61, permet-elle à la Chambre préliminaire d'évaluer la crédibilité et la cohérence des dépositions de témoins ; une interprétation adéquate de l'article 54-1-a empêche-t-elle un enquêteur de chercher à obtenir directement des éléments de preuve incriminant le suspect et justifie-t-elle le refus de la Chambre de tenir pleinement compte d'une déclaration de témoin ; le mode de responsabilité visé à l'article 25-3-d exige-t-il que la personne concernée contribue de manière « significative » à la commission ou à la tentative de commission du crime ?

# Activités du Bureau du Procureur

## APERÇU

7 situations faisant l'objet d'une enquête  
14 affaires concernant 27 personnes  
9 mandats d'arrêt non encore exécutés  
8 examens préliminaires sur 4 continents différents

### Phases

1 comparution initiale  
4 affaires portées devant les chambres préliminaires  
4 affaires portées devant les chambres de première instance

## I. Examens préliminaires

Les examens préliminaires se rapportent au processus d'analyse en vertu duquel le Bureau du Procureur détermine s'il existe une base raisonnable pour ouvrir une enquête dans une situation donnée.

Conformément à l'article 15 du Statut, le Bureau du Procureur recueille et évalue de sa propre initiative des informations émanant de sources multiples ; y compris les « communications » fournies par des personnes ou des parties concernées (phase 1 – examen initial). En respectant un processus séquentiel, et quel que soit le mécanisme par lequel la compétence de la Cour a été déclenchée, le Bureau applique les mêmes critères juridiques que ceux exposés à l'article 53 du Statut, à savoir la **compétence *ratione temporis/ratione loci/ratione personae*** (phase 2a), la **compétence *ratione materiae*** (phase 2b), la **recevabilité**, notamment le critère de complémentarité et de gravité (phase 3) et l'**intérêt de la justice** (phase 4).

Actuellement, huit situations font l'objet d'un examen préliminaire du Bureau du Procureur : la [Palestine](#) (phase 2a), l'[Afghanistan](#), le [Honduras](#), la [Corée](#) et le [Nigéria](#) (phase 2b), la [Colombie](#), la [Géorgie](#) et la [Guinée](#) (Phase 3).

## II. Enquêtes et poursuites

### 1. Situation en [République démocratique du Congo](#) (RDC) – Renvoi : avril 2004 Ouverture de l'enquête : juin 2004

#### Procès

*Le Procureur c. [Thomas Lubanga Dyilo](#)* – accusé de crimes de guerre commis contre des enfants en Ituri en 2002 et 2003

État d'avancement : clôture des débats le 26 août 2011, attente du prononcé du jugement

*Le Procureur c. [Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui](#)* – accusés de crimes de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis lors de l'attaque du village de Bogoro en Ituri le 24 février 2003

État d'avancement : clôture de la présentation des moyens à décharge

#### Audience de confirmation des charges

*Le Procureur c. [Callixte Mbarushimana](#)* – accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, dont des violences sexuelles à grande échelle, commis dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu en 2009 et 2010

État d'avancement : La Chambre préliminaire I ne confirme pas les charges (16 décembre 2011) ; le Bureau du Procureur demande l'autorisation d'interjeter appel.

#### Mandat d'arrêt en cours

*Le Procureur c. [Bosco Ntaganda](#)* – accusé de crimes de guerre commis contre des enfants en Ituri en 2002 et 2003

Date de délivrance : 22 août 2006

### 2. Situation en [Ouganda](#) – Renvoi : janvier 2004 Ouverture de l'enquête : juillet 2004

#### Mandats d'arrêt en cours :

*Le Procureur c. [Joseph Kony](#) et consorts* – accusés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis lors de l'insurrection de l'ARS dans le nord de l'Ouganda de 2002 à 2004

Date de délivrance : 8 juillet 2005. Le 11 juillet 2007, la Chambre préliminaire II a ordonné de mettre fin à la procédure engagée contre [Raska Lukwiya](#). Le 8 novembre 2007, l'Accusation a présenté à la Chambre préliminaire des renseignements concernant le décès présumé de Vincent [Otti](#)

### 3. Situation in [Darfur, the Sudan](#) – Referred: March 2005 Investigation opened: June 2005

#### Procès

*Le Procureur c. [Abdallah Banda Abakaer Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus](#)* – accusés de crimes de guerre commis lors d'une attaque contre la base des soldats de l'Union africaine chargés du maintien de la paix à Haskanita, au Darfour-Nord, le 29 septembre 2007

État d'avancement : confirmation des charges, date de l'ouverture du procès à fixer

### Présentation à venir de nouveaux éléments de preuve à charge

*Le Procureur c. [Bahar Idriss Abu Garda](#)* – accusé de crimes de guerre commis lors de l’attaque contre la base des soldats de l’Union africaine chargés du maintien de la paix à Haskanita, au Darfour-Nord, le 29 septembre 2007

#### Mandats d’arrêt en cours :

*Le Procureur c. [Omar Al Bashir](#)* – accusé de crimes de guerre, de crimes contre l’humanité et de génocide dans le cadre de la campagne anti-insurrectionnelle menée au Darfour de 2003 à 2008 (au moins)

**Dates de délivrance :** 4 mars 2009 et 12 juillet 2010

*Le Procureur c. [Ali Kushayb](#) et [Ahmad Harun](#)* – accusés de crimes de guerre et de crimes contre l’humanité commis lors des attaques menées contre la population civile au Darfour d’août 2003 à mars 2004

**Date de délivrance :** 27 février 2007

**30 décembre** – Dans son [rapport](#) périodique sur l’Opération hybride Union africaine-Nations Unies (MINUAD) au Darfour, le Secrétaire général de l’ONU, Ban Ki-moon, note que le nombre de victimes d’arrestations ou de détentions arbitraires enregistré par la MINUAD a augmenté et que cette dernière continuait de recevoir des informations faisant état de violences sexuelles et sexistes. Un recul en ce qui concerne le renforcement de l’état de droit, de la gouvernance et des droits de l’homme, ainsi qu’une augmentation du nombre total de violations des droits de l’homme, y compris des arrestations et des détentions arbitraires, ont été constatés. Dans son rapport, le Secrétaire général se dit profondément préoccupé par la situation du personnel humanitaire et des agents de la MINUAD qui opèrent au Darfour.

**16 janvier** – Le Ministre soudanais de la justice, Mohamed Bushara Dousa, a [admis](#) dans un communiqué de presse que 25 % des Soudanais bénéficiaient d’une forme d’immunité, et que ces immunités accordées à des particuliers avaient « entravé » les efforts déployés en vue de rendre justice au Darfour et empêché les procureurs spéciaux de mener à bien leur travail. M. Dousa a affirmé que les procédures judiciaires seraient respectées et que les personnes qui avaient commis des crimes, notamment ceux ayant trait à des forfaits perpétrés au Darfour, seraient traduites en justice. Ces déclarations font écho à des remarques faites il y a un an par le Ministre délégué à la justice sortant, Bol Lul Wang, qui affirmait que Khartoum n’avait pas mené de véritables enquêtes sur les crimes commis au Darfour. Ce dernier avait également déclaré que le Gouvernement soudanais n’avait nullement l’intention de poursuivre les suspects en raison des hautes fonctions qu’ils exerçaient. À l’époque, Zumrawi aurait rencontré des difficultés liées à la question de l’immunité au cours de ses enquêtes portant sur plusieurs massacres présumés de civils, notamment à Gereida au Darfour-Sud. Il a démissionné par la suite, pour des raisons personnelles. L’an dernier, l’ancien chef du renseignement soudanais, Salah Gosh, a également fustigé le ministère de la justice concernant le statu quo dans les poursuites engagées dans le cadre des crimes de guerre commis au Darfour. « *Bien qu’un procureur général ait été nommé pour faire toute la lumière sur les crimes commis au Darfour et que plusieurs affaires soient en instance, aucune [affaire] n’a été présentée devant les tribunaux à ce jour* », a déclaré M. Gosh à l’Assemblée nationale lors de débats portant sur un rapport présenté par le ministre de la justice sur le bilan accomplissements de son ministère.

### 4. Situation en [République centrafricaine](#) (RCA) – Renvoi : janvier 2005

Ouverture de l’enquête : mai 2007

#### Procès :

*Le Procureur c. [Jean-Pierre Bemba Gombo](#)* – accusé de crimes de guerre et de crimes contre l’humanité, y compris des viols à grande échelle, commis en RCA entre le 26 octobre 2002 et le 15 mars 2003

**État d’avancement :** présentation des moyens à charge

### 5. Situation au [Kenya](#) – Demande d’ouverture d’enquête : novembre 2009

Ouverture de l’enquête : mars 2010

#### Audience de confirmation des charges :

*Le Procureur c. [William Samoei Ruto](#), [Henry Kiprono Kosgey](#) et [Joshua Arap Sang](#)* – accusés de crimes contre l’humanité commis lors des violences postélectorales survenues au Kenya entre le 30 décembre 2007 et fin janvier 2008

**État d’avancement :** audience tenue du 1<sup>er</sup> au 9 septembre 2011, attente du prononcé de la décision

*Le Procureur c. [Francis Kirimi Muthaura](#), [Uhuru Muigai Kenyatta](#) et [Mohammed Hussein Ali](#)* – accusés de crimes contre l’humanité commis lors des violences postélectorales survenues au Kenya entre le 24 et le 31 janvier 2008

**État d’avancement :** audience tenue du 21 septembre au 6 octobre 2011, attente du prononcé de la décision

### 6. Situation en [Libye](#) – Renvoi : février 2011

Ouverture de l’enquête : mars 2011

#### Mandats d’arrêt en cours :

*Le Procureur c. [Saïf al-Islam Qadhafi](#) et [Abdullah Al-Senussi](#)* – accusés de crimes contre l’humanité commis lors des attaques menées contre la population civile par les forces de sécurité libyennes du 15 au 28 février 2011 au moins

**Date de délivrance :** 27 juin 2011 ; la Chambre préliminaire I a ordonné la clôture de l'affaire *Le Procureur c. Muammar Qadhafi* suite à la demande présentée par l'Accusation le 22 novembre 2011

### 7. Situation en Côte d'Ivoire – Demande d'ouverture d'enquête: juin 2011

Ouverture de l'enquête : octobre 2011

#### Mandat d'arrêt exécuté :

*Le Procureur c. Laurent Gbagbo* – accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis après les élections présidentielles ivoiriennes de novembre 2010.

**Date de délivrance :** 23 novembre 2011 (sous scellés)

**État d'avancement :** première comparution le 5 décembre 2011 ; audience de confirmation des charges fixée au 18 juin 2012

## III. Arrestations – Coopération

### 9 PERSONNES RECHERCHÉES PAR LA COUR



*Le Procureur c. Bosco Ntaganda* (cliquez [ici](#) pour plus d'informations)

Situation géographique : RDC, à Goma et dans les environs

*Le Procureur c. Joseph Kony et consorts* (cliquez [ici](#) pour plus d'informations)

Situation géographique : à différents moments, dans la zone frontalière entre la RDC, la République centrafricaine et le Sud-Soudan

*Le Procureur c. Saïf al-Islam Qadhafi et Abdullah Al-Senussi* (cliquez [ici](#) pour plus d'informations)

Situation géographique : Libye

*Suite de la première page : 12 janvier* — Selon le Ministre libyen de la justice, Ali Humaida Ashour, le Gouvernement libyen attend de la CPI qu'elle accepte que Saïf Al-Islam Qadhafi soit jugé en Libye et qu'elle rende une décision finale en la matière dans les semaines qui viennent. « Les autorités judiciaires libyennes sont compétentes pour juger Saïf Al-Islam Qadhafi parce que le système judiciaire national représente le système de base et que la CPI remplit un rôle complémentaire. » M. Ashour [a déclaré](#) que Saïf Al-Islam serait jugé pour des irrégularités dans la gestion des fonds publics, pour homicide et pour viol, et a ajouté que s'il était reconnu coupable d'homicide, il pourrait être condamné à la peine de mort. Il a ajouté que « les normes juridiques internationales seraient prises en considération, que le procès se déroulerait selon les règles du droit libyen » et qu'il serait mené par un tribunal de droit commun libyen, et non par un tribunal spécial.

*Le Procureur c. Ahmed Harun et Ali Kushayb* (cliquez [ici](#) pour plus d'informations)

Situation géographique : Kordofan méridional (Soudan) (A. Harun)

Soudan (A. Kushayb)

**12 janvier** - Ahmad Harun [a menacé](#) des organisations humanitaires présentes dans le Sud-Kordofan de les expulser sur le champ pour être sorties du cadre de leur mission et avoir tenté de convaincre le Gouvernement soudanais de changer d'avis et

d'autoriser les organisations humanitaires à circuler dans le Sud-Kordofan et l'État du Haut-Nil , où, d'après l'ONU, l'insécurité alimentaire et le taux de malnutrition ont atteint des niveaux alarmants dans les zones contrôlées par les rebelles. Lors d'une réunion tenue à Khartoum, la Ministre soudanaise de la protection sociale, Amira Al-Fadil, a informé l'ONU que le gouvernement était déterminé à empêcher l'établissement de camps de déplacés dans ces deux États.

**15 janvier** – Dans un communiqué de presse, le MPLS/A a indiqué que les forces du MPLS-Nord (MPLS-N) avaient pris le contrôle du village d'Al-Ehaimir dans le Sud-Kordofan, à 15 km environ de Kadugli, la capitale de cet État. Le MPLS/A a en outre précisé qu'« il continuerait d'avancer vers Kadugli pour la libérer, mettre la main sur le criminel de guerre Ahmed Haroun et le remettre à la CPI à La Haye. »

Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir (cliquez [ici](#) pour plus d'informations)

Situation géographique : **Khartoum (Soudan)**

**IV. Autres activités en matière de coopération**

**V. Événements à venir**

Janvier						
16	17 Présentation du Procureur à la faculté de droit de Harvard sur la politique et la stratégie en matière de poursuites à la Cour pénale internationale, à Cambridge (États-Unis)	18 Présentation du Procureur à la faculté de droit de Harvard sur la politique et la stratégie en matière de poursuites à la Cour pénale internationale, à Cambridge (Etats-Unis)  Intervention du procureur adjoint lors de la conférence intitulée « Responsabilité de protéger : la prochaine décennie », à New York	19 Intervention du Procureur à la conférence donnée en hommage à Owen Kupferschmid, à la faculté de droit de l'Université de Boston	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

**VI. Autres informations**

**6 janvier** –M<sup>me</sup> Bensouda, le procureur adjoint, a été [désignée](#) personnalité gambienne de l'année par le magazine hebdomadaire *Gambia News and Report* dont la direction éditoriale a estimé qu'elle remplissait les critères pour obtenir ce prix : « Au vu des progrès exemplaires que vous ne cessez d'accomplir à la Cour pénale internationale et qui vous ont valu d'être élue récemment au poste suprême de Procureur de la plus haute juridiction pénale au monde ».

\* Le présent document expose le point de vue du Bureau du Procureur de la CPI. Pour de plus amples informations, veuillez contacter Mme Olivia Swaak-Goldman, conseillère en coopération internationale au Bureau du Procureur : [Olivia.Swaak-Goldman@icc-cpi.int](mailto:Olivia.Swaak-Goldman@icc-cpi.int)